Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 8-9

Rubrik: Dossier

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le nucléaire : un enjeu féministe ?

La votation du 23 septembre renvoie à un débat idéologique qui ne se résume pas à un choix de politique énergétique. Elle oblige aussi les féministes à s'interroger sur ce qu'elles entendent par « libération des femmes »...

Rédaction du dossier : Silvia Ricci Lempen. Enquête et apports personnels : Jacqueline Berenstein-Wavre et Perle Bugnion-Secretan.

Le combat antinucléaire, thème privilégié, voire essentiel, du mouvement féministe contemporain ? Cette idée s'inscrit dans le courant de pensée qui, de la philosophe française Luce Irigaray[1] à la biochimiste américaine Rosalie Bertell[2], revendique une relation différente des femmes à la nature (ce qui ne signifie nullement, il faut le préciser, leur réduction à la pure naturalité) ; relation fondatrice de «valeurs de vie» radicalement opposées à celles d'un ordre patriarcal dominé par la guerre, la violence, l'exploitation intensive des ressources de la planète et la soif de pouvoir.

Une autre philosophe française, Elisabeth Badinter, qui prend position contre le caractère « régressif » de la morale écologique, met quant à elle vigoureusement en garde le mouvement féministe contre une « exaltation du naturel » qu'elle perçoit comme un retour en arrière, comme un nouvel enfermement dans la tradition bien féminine de la passivité et de la soumission[3].

Ce débat-là ne fait pas l'objet de notre dossier, mais il lui sert de contexte. L'énergie nucléaire ? Il y a des femmes qui sont contre, et il y a des femmes qui sont pour. Mais leurs positions ne sont pas symétriques. Celles qui sont contre, du moins celles qui le disent et qui l'écrivent, s'engagent généralement en tant que femmes dans cette opposition ; celles qui sont pour adoptent généralement un point de vue universaliste et non sexué.

Pour tenir compte de cette asymétrie, nous faisons une large place, dans ce dossier, à des arguments – pour et contre le nucléaire – qui sont indifféremment avancés par des femmes et par des hommes. Nous

Les femmes et l'énergie : un débat de fond. (Photo Martine Gaillard)

espérons cependant parvenir à montrer en quoi le débat sur le nucléaire peut aider à comprendre certaines divergences idéologiques internes au mouvement féministe de cette fin de siècle.

La plus grande manifestation féministe de ces dix dernières années en Italie a eu lieu en 1986, après l'accident de Tchernobyl. Un accident dont les pronucléaires dénoncent l'usage «scandaleusement abusif». Aucune comparaison n'est possible, affirment-elles et ils, entre la centrale de Tchernobyl et les centrales occidentales, qui sont construites selon des normes de sécurité très strictes et gérées avec une compétence dont les Soviétiques étaient totalement dépourvus. Aussi l'honnêteté incite-t-elle à ne retenir de Tchernobyl que son impact symbolique, et à ne pas en faire un argument factuel dans le débat qui agite présentement la Suisse. Cet impact symbolique, cependant, doit être pris en considération si on essaie de comprendre ce qui a fait descendre les femmes italiennes dans la rue.

L'avenir de l'espèce

Silvia Vegetti Finzi, professeure de psychologie dynamique à l'Université de Pavie et féministe engagée, explique: «En tant que psychanalyste, j'ai constaté que les femmes qui avaient le plus souffert de l'accident de Tchernobyl étaient les mères de jeunes enfants, angoissées par le risque de contamination des aliments. Ces femmes expérimentaient dans leur corps même la souffrance de cette menace de mort. Les femmes sont plus liées à la matérialité de la vie, plus proches de leur corps. Elles expérimentent à travers la gestation un temps qui transcende le temps individuel, ce qui les rend plus aptes à évaluer les conséquences à long terme de la technique sur l'avenir de l'espèce.»

Analyse similaire chez Nanick de Rougemont, écologiste, pour qui les femmes ont «une notion plus globale de la réalité». Nanick de Rougemont cite Jacques Ellul: «Il faut penser globalement et agir localement.»

Dans le camp adverse, on donne une tout autre explication de l'hostilité de beaucoup de femmes à l'énergie nucléaire. Plus qu'à une sensibilité féminine spécifique, on croit à des raisons sociales: les premières décisions relatives au développement de l'énergie nucléaire ont été prises avant que les femmes aient voix au chapitre, elles se sont donc trouvées devant un fait accompli. En outre, il y a moins de femmes dans les disciplines scientifiques et aux postes de décision. Si l'énergie nucléaire est devenue pour beaucoup de femmes le symbole du pouvoir masculin, c'est aussi parce qu'elles n'ont pas part à ce pouvoir.

«Mais ce pouvoir-là, nous n'en voulons pas!», réagissent les antinucléaires. Pouvoir technocratique, pouvoir centralisateur et policier, pouvoir de mort, qui n'intéresse pas les femmes. On voit des centrales nucléaires entourées de fils barbelés, surveillées par des chiens. En France, affirme Nanick de Rougemont, la Commission pour l'énergie atomique exerce une véritable dictature au sein de l'EDF (Electricité de France), la plus grande et la plus puissante entreprise française avec ses 52 usines nucléaires. Et de rappeler aussi que, s'il n'y a en fait dans la population pas plus de femmes que d'hommes opposés à la technique de la fission de l'atome, celle-ci est bel et bien marquée d'un sceau masculin, parce qu'elle est d'origine militaire. Sans le nucléaire militaire, il n'y aurait pas de nucléaire civil. Et les deux ne peuvent pas être dissociés.

La centrale de Gösgen.

Le militaire et le civil

Si fait! rétorque-t-on en face. Il s'agit de deux phénomènes différents, l'un consistant en une explosion non contrôlée, l'autre étant sous contrôle. Le vocabulaire accroît la confusion: il faudrait réserver le terme «nucléaire» aux applications civiles, et le terme «atomique» aux armements...

Mais revenons à l'argument du «pouvoir technocratique». Au nom des «valeurs de la vie» et du respect de la nature, certaines féministes tiennent un discours résolument antiscientifique, condamnant en bloc la rationalité scientifique comme un mode de pensée masculiniste. Silvia Vegetti Finzi, quant à elle, bien qu'elle soit fermement antinucléaire, refuse de donner dans l'angélisme et les «nostalgies obscurantistes» dont certaines féministes font leurs délices, et reconnaît notamment que l'opposition de beaucoup de femmes au nucléaire vient de la peur du neuf, toujours perçu comme plus violent que l'ancien; elle critique le discours trop facile sur «l'innocence des femmes» et revendique une réflexion critique et scientifiquement étayée: «Je ne refuse pas la rationalité, je demande l'accès à une plus grande, à une meilleure rationalité.»

De quoi mettre tout le monde d'accord? Certainement pas. D'une part parce que la science, en cette affaire, semble rester une opinion, et que les affirmations contradictoires foisonnent (cf. article suivant); il est d'ailleurs significatif que les deux camps appellent de leurs vœux une meilleure information, les un-e-s affirmant que l'on cache sciemment à la population les dangers du nucléaire, les autres s'insurgeant contre la désinformation négative qui affecte cette source d'énergie.

D'autre part parce que, quelles que soient leur bonne volonté, leur honnêteté et leur modération, pronucléaires et antinucléaires se font une idée toute différente de ce que pourrait être une rationalité bénéfique pour l'humanité. Et si les deux camps appellent à une revalorisation de l'intérêt général contre l'individualisme et l'égoïsme qui caractérisent la société contemporaine, ce sont des conceptions diamétralement différentes de cet intérêt général qui les animent!

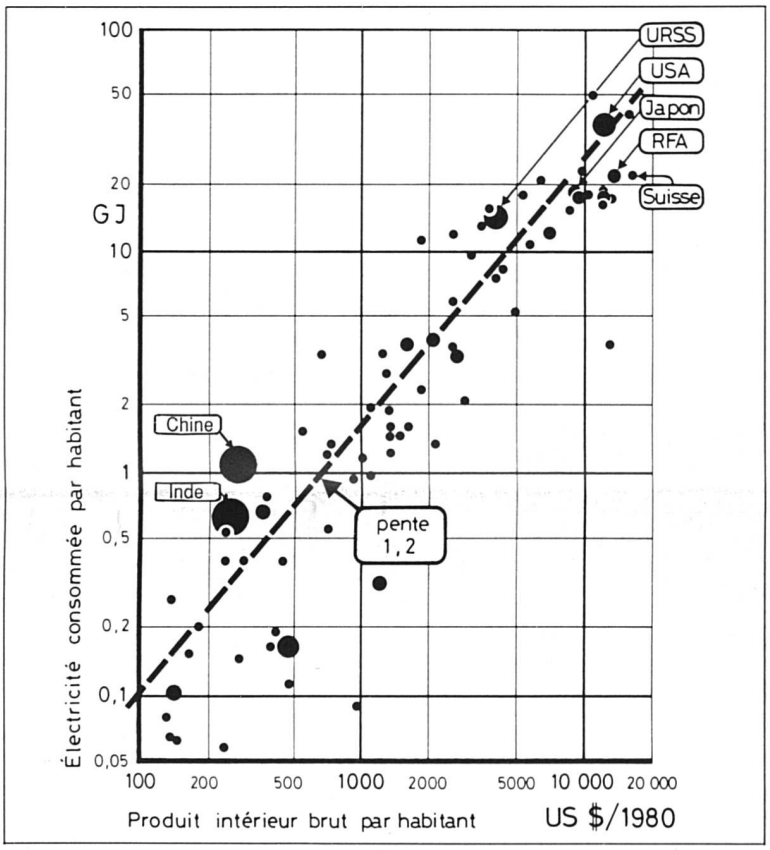
Quel progrès?

D'un côté, une confiance dans le progrès que résument à merveille les propos tenus par la philosophe (eh oui, encore une! mais aussi le sujet est éminemment philosophique) Jeanne Hersch après l'accident de Tchernobyl: «Il faut retrouver la dignité humaine, réfléchir et retrouver le sens de la mesure et de l'Histoire, dans le vrai sens du terme, et non retourner dans la caverne de nos ancêtres... Grâce au développement industriel, l'homme peut non seulement vivre plus agréablement – ce qui est déjà beaucoup – mais il peut aussi se développer, consacrer davantage de temps aux études, avoir accès à toutes les formes de la culture, jouir de temps libre, penser à autre chose qu'aux soucis quotidiens de la survie... Si l'énergie, y compris l'énergie nucléaire, est effectivement utilisée à donner à davantage d'êtres humains plus de chances d'accéder à une liberté respon-

sable, à une vie spirituelle plus intense et plus réelle, l'énergie nucléaire sera bien utilisée. Je dirais alors qu'il convient à la dignité humaine d'accepter les risques qu'elle comporte...»

Dans le même esprit, un orateur du colloque récemment organisé à l'EPFL sur «L'éthique et le nucléaire» relevait que l'énergie nucléaire, garante du développement et donc du maintien et de l'accroissement du bien-être social, «répond à des critères moraux s'inscrivant dans l'histoire des nations et dans l'histoire de l'humanité». De l'autre côté, une remise en cause de ce que Rosalie Bertell appelle «l'éthique de la croissance»: «La croissance économique du monde développé a eu pour triste corollaire l'appauvrissement des colonies et le pillage de leurs ressources. Mais où pourra-t-on exporter les coûts de la croissance économique planétaire?»[2]

Dans cette même optique, Joan Davis, docteur en chimie, spécialiste de la pollution des eaux et chargée de cours à l'EPFZ et à l'Université de Zurich, met en garde contre la confusion courante entre standard de vie et qualité de la vie: «Plus nous dépensons d'énergie (électricité, gaz, mazout), plus haut sera le produit national brut. C'est une courbe ascendante évidente. Cependant, la qualité de la vie s'écarte de cette courbe à un certain moment de son développement; mais on ne s'en rend pas compte, car c'est dans l'espace créé entre l'évolution du standard de vie et celle de la qualité de la vie que l'économie tire son profit. L'épuration des eaux, la lutte contre les symptômes de maladie, toute la protection technique de l'environnement sont là pour compenser les égarements de l'économie. Ainsi une moitié de l'économie avance en créant des problèmes que l'autre moitié tente de résoudre.»



Relation produit intérieur brut-consommation d'électricité par habitant en 1980. (Source: L'Energie au service de l'humanité, Société des ingénieurs et architectes suisses.)

La notion de besoin

Vu l'opposition radicale entre ces deux points de vue, la dispute relative aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables reste stérile. Depuis 1950, la consommation d'énergie en Suisse à quadruplé, et celle des carburants a décuplé. Cela, personne ne le conteste. Mais les un-e-s partent de l'idée de besoins non compressibles, voire destinés à augmenter en vue du maintien de notre niveau de vie et de l'épanouissement humain de la population mondiale et soulignent dès lors la dramatique insuffisance des mesures palliatives au cas où il s'agirait de compenser le renoncement à l'énergie nucléaire; les autres, en revanche, voient dans l'abandon de l'énergie nucléaire le seul moyen de faire baisser la consommation, dans un esprit de reconversion de nos priorités économiques, et de stimuler la recherche en matière d'autres formes d'énergie.

Même dialogue de sourd-e-s en ce qui concerne la question de notre dépendance de l'étranger. La Suisse dépend totalement de l'étranger pour le gaz et le pétrole; elle exporte de l'électricité à certaines saisons, mais doit en importer en hiver. L'électricité importée provient principalement de France, où elle est produite à 70% par des réacteurs nucléaires. Est-ce un choix moral, demandent les pronucléaires, que de se décharger sur un autre pays des risques que l'on refuse d'assumer soi-même?

Les antinucléaires rappellent, de leur côté, que la Suisse reste le premier exportateur européen d'électricité et qu'elle produit 20% plus de courant qu'elle n'en consomme. Mais surtout, elles et ils plaident pour une remise en question de nos habitudes de consommation, remise en question où il s'agirait moins de faire des sacrifices que de prendre conscience des nécessités vitales de la planète. Nous le disions plus haut: les femmes qui s'affichent pronucléaires le font moins en tant que femmes qu'en tant que citoyennes qui se veulent responsables. Ainsi, la documentation de l'association Femmes pour l'énergie[4] ne comporte-t-elle pas une seule ligne expliquant en quoi consisterait son éventuelle spécificité féminine. Pourtant, le débat entre les deux formes de rationalité qui sous-tendent le choix ou le rejet de l'énergie nucléaire est aussi un débat entre deux formes de féminisme.

«L'énergie? C'est la simplification des tâches ménagères, c'est l'indépendance, davantage de temps libre. Sans énergie suffisante, c'est le retour aux tâches ingrates de la femme au foyer. Est-ce cela que vous voulez?», demandait une publicité parue dans la presse au début de l'été, pour inciter les femmes à voter «non» le 23 septembre. Ce discours, qui s'inscrit dans celui plus vaste, tenu par de nombreux scientifiques, sur la fonction civilisatrice de l'énergie, fait appel à des thèmes fondamentaux du mouvement féministe: l'émancipation, l'épanouissement professionnel, l'indépendance. La libération des femmes y est décrite comme une conquête de la modernité.

A l'opposé, on trouve le «féminisme de la différence» d'une Luce Irigaray qui, partant d'une réflexion sur l'accident de Tchernobyl, plaide pour une libération d'une tout autre nature. La réalisation de la justice sociale et de l'égalité n'empêche pas que les femmes restent assujetties à l'ordre moral, culturel, social et économique masculin; c'est cet ordre masculin qu'il faut combattre, et son plus grand péché, «l'oubli de la vie».

Bien entendu, il existe, entre ces deux positions extrêmes, toutes sortes de positions intermédiaires; d'autre part, si l'opposition au nucléaire fait partie intégrante du credo des féministes de la différence, on peut se ranger plutôt du côté du féminisme de l'émancipation et ne pas être pronucléaire pour un sou. Il n'en reste pas moins que le débat autour des votations du 23 septembre, s'il a pour principal objectif de nous amener à nous interroger sur l'avenir énergétique, économique et social de la Suisse, est également pour nous une occasion de nous demander: quel féminisme voulons-nous? ▶

[1] **Luce Irigaray,** *Le Temps de la Différence,* Le Livre de poche, 1989.

[2] **Rosalie Bertell,** *Sans Danger immédiat?* Edition La Pleine Lune, 1989.

[3] Interview dans *L'Evénement du jeudi,* 8-14 juin 1989.

[4] CP 286, 9320 Arbon.

Pour éclairer notre lanterne...

Vous avez dit «scientifique»?

La science n'est pas neutre : dans le domaine du nucléaire aussi, les deux camps revendiquent l'objectivité.

Les pronucléaires déplorent que le débat sur l'énergie nucléaire ait une forte connotation émotionnelle; mais émotion et vérité ne sont pas forcément contradictoires, ripostent leurs adversaires. Laissons-les, sur ce point capital mais fort complexe, jouer au ping-pong. Et passons à un examen, forcément rapide, des principaux objets de désaccord.

Pour commencer, bien sûr, la question des risques d'accident dans les centrales nucléaires, dont la sécurité n'est pas envisagée de la même manière dans l'un et l'autre camp. Les antinucléaires font remarquer que depuis l'accident survenu en 1979 dans la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island (qui par miracle, disent-elles et ils, n'a pas été un premier Tchernobyl), les USA ont ralenti la construction de leurs centrales et pratiquent actuellement un moratoire de fait. Les Suédois, les Autrichiens et les Italiens ont renoncé par vote populaire à la construction de nouvelles centrales. Pourquoi? Parce que les accidents, toujours possibles, comportent des risques d'une nature différente de ceux, par exemple, d'une rupture de barrage: ils mettent en danger le patrimoine génétique et touchent par là à l'essence même de la vie, raison pour laquelle tant de médecins et de biologistes sont antinucléaires. D'ailleurs, les mesures de sécurité imposées par ces risques coûtent de plus en plus cher aux constructeurs. La centrale de Mühleberg, construite en 1972, en sait quelque chose! L'autorisation de fonctionner ne lui est accordée pour l'instant que jusqu'à fin 1992.

Sur cette question de la sécurité, la divergence avec les pronucléaires n'est pas vraiment d'ordre factuel; ces dernières-ers, en effet, admettent que l'énergie nucléaire comporte des risques, au même titre que toute activité humaine. Elles et ils insistent néanmoins sur le fait que pour aucune autre industrie, on n'a pris aussi rapidement conscience de la nécessité de précautions juridiques et techniques très sévères. Sur le plan technique, les exigences de sécurité deviennent de plus en plus élevées au fur et à mesure que l'industrie se développe; sur le plan juridique, l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne exerce notamment un contrôle très minutieux de l'utilisation des produits de la fission. Mais surtout, les pronucléaires ont une perception différente des antinucléaires quant à l'acceptabilité morale des risques. Ceux-ci doivent être réduits au minimum, mais doivent aussi être interprétés, ainsi que l'exposait un des participants au colloque de l'EPFL, comme des manifestations de l'irréductibilité de la vulnérabilité humaine.

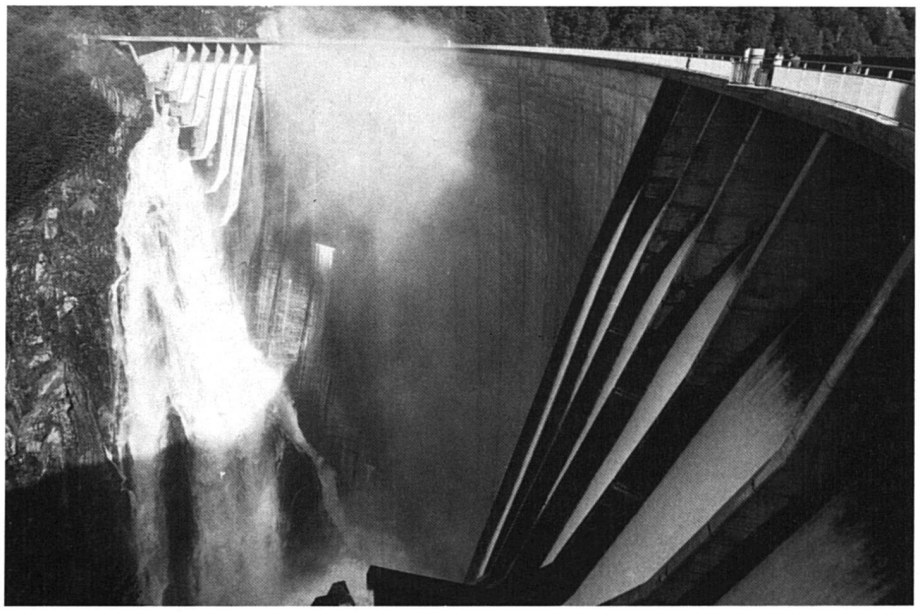
Les effets de la radioactivité

Indépendamment des risques d'accident, l'énergie nucléaire est-elle dangereuse? Selon des recherches récentes (cf. notamment le livre de Rosalie Bertell mentionné en note 2 dans l'article précédent), la radioactivité est nocive pour l'organisme, même à doses dites «faibles», comme celles qui se dégagent d'une centrale nucléaire en état normal de marche. Pendant les cinq premières années d'activité de sept centrales considérées comme sûres dans le nord des Etats-Unis on a constaté une augmentation de la mortalité infantile chez les populations habitant à proximité de ces centrales. Un bas niveau de radioactivité suffit à provoquer un affaiblissement du système immunitaire. Surtout, les radiations peuvent affecter le patrimoine génétique de l'humanité et menacer la survie de l'espèce.

Certes, affirment les antinucléaires, ces radiations de faible intensité produisent le même effet que la radioactivité d'origine naturelle; mais justement, la radioactivité d'origine naturelle est responsable du vieillissement chez l'être humain... La similarité des effets de la radioactivité naturelle et de la radioactivité artificielle est en revanche invoquée par les pronucléaires comme un argument plutôt rassurant. La radioactivité naturelle a longtemps été considérée comme un facteur de santé, rappelle un document de l'association Femmes pour l'énergie, qui compare le surcroît d'exposition au rayonnement en millirems par année provoqué par Tchernobyl en Suisse (35) et celui provoqué par une

cure de quinze jours à Bad Gastein (800). De part et d'autre, on compte les malades et les morts: ceux qui auraient été provoqués directement ou indirectement par le développement de l'énergie nucléaire et les accidents, même mineurs, des centrales; ceux qui auraient été évités, notamment par le biais de la croissance économique, par ce même développement. Nous renonçons à citer ces chiffres, dont la mise en rapport est trop aléatoire.

Pas de véritable débat sur le fait que, en termes de pollution directe de l'environnement, les énergies d'origine fossile font plus de dégâts que l'énergie nucléaire en cas de fonctionnement normal. En revanche, on s'excite beaucoup sur la relation entre le développement de l'énergie nucléaire et l'atténuation de l'effet de serre.



40 % de l'énergie produite en Suisse est d'origine hydraulique.

Combattre l'effet de serre?

L'effet de serre, rappelons-le brièvement, désigne le réchauffement de l'atmosphère terrestre et les perturbations climatiques qu'il entraîne. Il est une conséquence de l'émission de CO^2 (dioxyde de carbone) dégagée par les énergies d'origine fossile. Le remplacement graduel des centrales à énergie fossile* par des centrales nucléaires pourrait contribuer à freiner l'effet de serre, affirment de nombreux scientifiques. D'autres rétorquent que, même en admettant qu'un tel scénario soit souhaitable, le nombre de centrales nucléaires qu'il faudrait construire pour combattre efficacement l'effet de serre entraînerait rapidement un épuisement des réserves mondiales d'uranium.

Last but not least, la question des déchets. D'après les informations qui nous ont été fournies par la CEDRA, le volume des déchets produits par l'exploitation des centrales actuellement existantes en Suisse pendant quarante ans correspondrait aux chiffres suivants:

– 600 m^3 de déchets à haute radioactivité;

– 20 000 à 25 000 m^3 de déchets à moyenne radioactivité;

– 150 000 à 200 000 m^3 de déchets, également à moyenne radioactivité, provenant de démantèlement des réacteurs.

Les deux premières catégories de déchets doivent être vitrifiés avant entreposage. Deux types d'entreposage sont prévus, selon le degré de radioactivité, avec des projections maximales respectivement de 50 000 ans et de 600 ans. Les normes de sécurité prévoient que les dépôts ne dégagent pas plus de 10 mr par an, ce qui augmenterait à peine la radioactivité naturelle.

Si la recherche sur l'entreposage des déchets pouvait se développer normalement chez nous, comme cela se fait en Suède et en Finlande, avancent les pronucléaires, des solutions pleinement satisfaisantes pourraient être trouvées. L'opposition aux forages de la CEDRA ne fait qu'entretenir le problème. Cette opposition, rétorquent les adversaires du nucléaire, a des raisons profondes, qui tiennent au refus d'admettre sur notre planète l'existence de substances dangereuses pendant des millénaires. Ce n'est pas un hasard si le tiers monde n'en veut plus et les pays qui les retraitent actuellement non plus.

Quant aux populations de chez nous, il est significatif, note Nanick de Rougemont, qu'elles refusent l'entreposage sur le territoire de leur commune, même si cela signifiait pour elles une baisse des impôts!

Les un-e-s, donc, reprochent aux autres de freiner la solution du problème même qui les préoccupe, les autres réclament, non pas la solution du problème, mais son élimination.

*A noter que la Suisse n'en possède pas. Son électricité provient à 40 % des centrales hydrauliques et à 30 % des centrales nucléaires.

Horizontalement

1. Sur terre, court dans le fil, dans l'air, court sur le fil.
2. Relatifs à d'anciens noyaux... ou à de futurs pépins?
3. Parcoures. - Donc dîne.
4. Propulse le zinc en l'air. - Le premier chauffage central.
5. Au-dessus de bien des baisers. - Article étranger. - ... Ce qui ne veut pas dire semblable!
6. C'est au pif, mais pas au hasard. - Un sol sens dessus dessous.
7. Força à s'éteindre... ou fit feu! - L'endroit rigole, l'envers est au champ. - Jusqu'à la corde?
8. Forces américaines en déroute. - Radio activité... à double dose.
9. Interrogatif. - Extrait de sodium.
10. Patrie d'Abraham. - Sûr que son cuir à elle n'était pas du skai. - Variante en tube du III vertical.
11. Non seulement paumée, mais en plus, retournée.

Verticalement

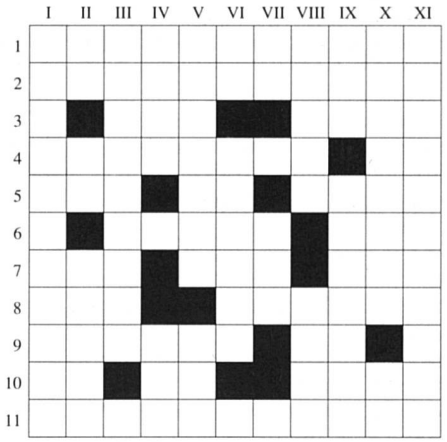
I. Relatif à notre affaire!

II. Beurré peut-être, mais pas rond. - Dans l'auxiliaire. - Une guerre... des nerfs.

III. A lui tout seul, il fait la lumière.

IV. Le nouveau cri de la souris. - Donne de l'huile ou de l'eau, ça dépend du sens.

V. Essayeur. - Un bout de Loèche.



VI. Variante en disque du III vertical. - La femme d'un pieux menteur.

VII. Symbole de l'iridium. - Il fait baisser les frais de mazout.

VIII. La pomme à la mode de Bretagne. - Veuf des plages et des neiges.

IX. Assure l'égalité, mais pas entre hommes et femmes. - Quelles cruches!

X. Mort subitement. - Lettres de Noël.

XI. Tel quel, n'a plus que quelques mois à vivre.

Solution dans le prochain numéro de FS!